

L'État au secours d'ORPEA

Par le biais de la Caisse des Dépôts et avec d'autres investisseurs, l'État va mettre un milliard et demi d'euros pour sauver ORPEA.

Cette démarche est probablement utile pour les personnes âgées et les personnels.

L'État qui a laissé agir les anciens dirigeants au point qu'il ait fallu une enquête journalistique pour y mettre fin, tente ainsi de rattraper ses erreurs.

Mais il ne faut pas oublier que les errements de ces anciens dirigeants n'ont été possible que dans un secteur qui dysfonctionne gravement du fait des manques de moyens imposés par les pouvoirs publics.

Pour 2023 la plupart des départements prévoient des augmentations de moins de 2 % des budgets des services à domicile et des établissements publics et associatifs malgré une inflation de 6 à 7 %.

L'AD-PA demande de la même façon que l'État vienne au secours de l'ensemble des établissements et services à domicile, faute de quoi les situations de déficit seront de plus en plus lourdes dans l'ensemble du secteur.

L'AD PA demande par ailleurs que soient rendus publics les montants d'aides (baisses de cotisations sociales, baisses d'impôts...) dont a bénéficié ORPEA au cours des 15 dernières années.



Téléchargez
notre plateforme
plateforme.ad-pa.fr

Pascal CHAMPVERT
Romain GIZOLME
Éric FREGONA

CONTACT PRESSE : Sébastien BACH - 06 37 43 34 12 - s.bach@ad-pa.fr

Suivez toute l'actualité de l'AD-PA sur les réseaux sociaux :

Twitter : [@AssociationADPA](https://twitter.com/AssociationADPA) - LinkedIn : [linkedin.com/company/ad-pa/](https://www.linkedin.com/company/ad-pa/)